

BULLETIN

CENEXI

29 Fév. 2024

RÉVOLUTIONNAIRES

POUR UN PARTI DES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES, COMMUNISTE ET INTERNATIONALISTE

nouveau-partianticapitaliste.fr



TROUPES RUSSES HORS D'UKRAINE ! DROIT DU PEUPLE UKRAINIEN À DISPOSER DE LUI-MÊME ! HALTE AUX PUISSANCES IMPÉRIALISTES DE L'OTAN QUI TRANSFORMENT EN DOLLARS LE SANG DES TRAVAILLEURS ET DES PEUPLES !

Le 24 février 2022, après huit ans de conflit larvé, les chars russes franchissaient la frontière ukrainienne. Deux ans de terribles destructions humaines et matérielles, de déplacements de millions de personnes. Sans qu'on voie la fin de cette guerre.

Une guerre qui s'est accompagnée d'une répression féroce à l'intérieur de la Russie : si l'assassinat d'Alexei Navalny est le plus médiatisé, ce sont des centaines d'opposants et opposantes à la guerre qui ont été enfermés et jetés dans les prisons de Poutine. Malgré cela, les voix continuent à se faire entendre contre cette sale guerre, comme ces femmes de soldats qui manifestent chaque week-end.

CEUX QUI ONT INTÉRÊT À FAIRE DURER LA GUERRE

L'invasion de l'Ukraine est intervenue dans un cadre de concurrence impérialiste de la Russie avec l'Occident, les États-Unis en tête, suivis de ses sous-fifres européens dont la France. Pour les pays européens, l'« aide à l'Ukraine » a été l'occasion d'une explosion des budgets militaires, au profit de leurs fournisseurs d'armement. Des milliers de soldats, français, britanniques, américains, ont été déployés à l'est de l'Europe, notamment en Roumanie. Pas pour un engagement direct dans le conflit, dont les États occidentaux ne veulent pas, mais pour leur permettre de mieux prendre pied pour préparer la suite : tous sont déjà depuis plus d'un an dans les starting-blocks de la course à la future reconstruction de l'Ukraine, un futur marché évalué entre 500 et 600 milliards de dollars. Comme les autres membres de l'Otan, la France de Macron et son industrie d'armement y ont gagné leur part. Une enveloppe globale de 413 milliards sur sept ans est prévue pour l'armée française. Après quoi Bruno Le Maire nous annonce qu'il va falloir faire 10 milliards d'économies sur l'école et les hôpitaux afin de boucler son budget.

Côté américain, après avoir financé largement l'armée de Zelensky pendant deux ans, le Congrès bloque tout

nouveau financement depuis deux mois. Calcul cynique de politiciens, mais révélateur de leur regard sur Poutine : un rival dont on s'accommode tant que son régime reste un pilier de l'ordre impérialiste — les ouvriers biélorusses (en 2020), kazakhs (en 2021-2022) et les classes populaires syriennes (en 2015) en ont fait les frais.

L'AVENIR DU PEUPLE UKRAINIEN, UN ENJEU POUR LES TRAVAILLEURS D'UKRAINE... ET D'AILLEURS

Entre un Poutine voulant lui imposer sa dictature, les loups occidentaux à l'affût des marchés et ses propres capitalistes, le peuple ukrainien ne peut compter pour se défendre que sur lui-même. Le régime de Zelensky s'appuie sur les couches de la bourgeoisie ukrainienne qui lorgnent aujourd'hui du côté occidental pour leurs affaires... après avoir, pour certains, longtemps oscillé entre soutien à la Russie et à l'UE. Une bourgeoisie nationale qui, si le vent tournait, trouverait quelqu'un dans ses rangs pour sacrifier la liberté du peuple ukrainien à ses intérêts capitalistes. La solution ne pourra se construire que loin de tels calculs, par l'irruption des masses ouvrières sur l'arène politique, en toute indépendance des bourgeoisies nationales.

- En Russie, nous affirmons notre solidarité totale avec tous les militants et militantes qui s'opposent à la guerre menée par Poutine. Nous dénonçons la répression et les incarcérations qu'ils subissent.
- En Ukraine, nous affirmons notre solidarité avec toutes les luttes contre l'utilisation de la guerre par le gouvernement pour limiter les droits ouvriers et démocratiques.
- Ici en France, nous disons : Non à la hausse des budgets militaires ! Non aux ingérences impérialistes : retrait des troupes de l'Otan de l'est de l'Europe et du monde !

UNE VICTOIRE QUI EN APPELLE D'AUTRES !

Notre mobilisation lors des dernières NAO nous a permis d'obtenir une augmentation générale de 4,87 % et le paiement de deux jours de grève. Comme quoi, la lutte paie ! La grève a aussi été l'occasion de se rencontrer et de discuter ensemble de nos problèmes car que ce soit au liquide, au solide ou ailleurs, on a les mêmes salaires au ras des pâquerettes et les mêmes machines en rade.

Il reste bien sûr des questions : pouvions-nous obtenir des augmentations plus élevées ? ou, comme certains l'évoquent, une meilleure prise en charge des transports ? L'accord mentionne le cadre des négociations sans parler de la grève, mais ne nous y trompons pas : nous n'avons rien obtenu juste en le demandant dans un tract ou par le miracle d'une « bonne » négociation !

Notre article sur la grève, sur le site du NPA :

<http://tinyurl.com/greve-cenexi>



CE QUE « PRÉFÈRENT LES SMICARDS », C'EST 400 EUROS D'AUGMENTATION ET 2 000 EUROS NET PAR MOIS !

Accueilli par des huées et des bousculades, Macron a inauguré avec plusieurs heures de retard un Salon de l'agriculture investi par les CRS : accepter les demandes des capitalistes qui dirigent la FNSEA n'a pas calmé la colère des petits paysans qui, eux, ne sont pas des capitalistes.

Le même jour, *La Marseillaise* citait Macron en Une lors d'une rencontre à l'Élysée : « *Les smicards préfèrent téléphones et abonnements VOD plutôt qu'une alimentation saine.* » On ne sait pas de qui ressort le plus dans ces propos : la morgue ou la bêtise...

De nombreux « smicards » sont obligés de sauter un repas sur deux : sûr que ce n'est pas une façon très saine de s'alimenter ! Et donc, ce qu'ils « préféreraient », c'est ne pas se demander dès le 10 comment finir le mois ; c'est un Smic à 2 000 euros net, entre autres pour pouvoir se nourrir « sainement ». De bonnes raisons de joindre nos colères à celle des petits paysans !

ÉRIC ZEMMOUR CONDAMNÉ

Le politicien président de Reconquête ! a été condamné à 15 000 euros d'amende pour la diatribe contre l'islam et les immigrés « colonisateurs » qu'il avait prononcée en 2019 à la « convention de la droite ». Il devra par ailleurs verser 1 000 euros de dommages et intérêts et 2 000 euros de frais de procédure à quatre associations antiracistes.

L'HSE A ENCORE FRAPPÉ

En 2023, 661 personnes en France sont mortes au travail, selon les chiffres de l'Organisation internationale du travail (OIT), faisant de la France le troisième pays le plus dangereux d'Europe dans ce domaine. Et c'est sans compter les blessés, comme on en connaît trop à Cenexi. Face à cette situation profondément révoltante, l'HSE a sorti les grands moyens : nous rappeler de porter les EPI, et surtout de ne pas courir et de tenir la rampe dans les escaliers. En conclusion : « la sécurité est une responsabilité partagée ».

Mais quelle responsabilité avons-nous quand des machines nous blessent à cause de vérins défaillants, ou quand on s'esquinte le dos aux étiqueteuses faute d'un poste de travail adapté ? Deux problèmes parmi des milliers d'autres, bien connus de la direction depuis des années.

CHANGEMENT DE CONVENTION COLLECTIVE : L'ENTOURLOUPE

En 2019, à l'occasion du changement de convention collective, la boîte a mis fin au maintien du salaire pendant les arrêts maladie (ou *subrogation*) au motif que l'Assurance Maladie ne paye pas (ou en retard). Autrement dit, autant que ce soient les salariés qui en fassent les frais ! Pour faire avaler la pilule, la direction avait alors basculé les retenues de salaire pour absences au mois suivant, pour laisser le temps à la Sécu de payer.

Cependant, elle a ensuite rétabli la retenue de salaire au mois lui-même, mettant des collègues dans la galère, notamment en cas de maladie longue ou de congé maternité. Suite à la grève, la subrogation sera rétablie d'ici un an, mettant fin à cette situation inacceptable.

DES COUPES CLAIRES QUI S'EN PRENNENT AUX CLASSES POPULAIRES

Bruno Le Maire, le ministre de l'Économie, a annulé 10 milliards d'euros sur les attributions budgétaires. La « transition écologique », les aides à l'acquisition de logement, la PrimRénov sont touchées. Mais c'est surtout l'Éducation nationale (700 millions), l'Enseignement supérieur et la recherche (900 millions) qui sont le plus atteints.

Il paraît qu'il faudrait faire des économies ? Que le gouvernement commence par supprimer les 75 milliards d'euros que coûtent au budget les exonérations de cotisations sociales faites aux patrons. Et qu'il puise dans les 97 milliards versés aux actionnaires du CAC 40. De l'argent, il y en a : dans les caisses du patronat !